

APCE



«L'Arménie est aujourd'hui sans équivoque un pays démocratique doté d'une liberté absolue d'expression et de réunion. Le gouvernement continue de renforcer le respect des droits de l'homme.

Nous avons réussi à éradiquer la corruption systémique et à créer de véritables conditions préalables à l'égalité de tous devant la loi. Ainsi, de vastes changements politiques ont eu lieu dans le pays depuis la révolution de velours, non violente et populaire il y a un an,» a déclaré le Premier ministre arménien **Nigol Pashinian** lors de la session de l'**Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe**.

«Toutefois, notre démocratie doit être renforcée par des garde-fous économiques et institutionnels. Le développement d'institutions démocratiques, l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ainsi que la création et le renforcement d'institutions anti-corruption sont tous des domaines clés pour lesquels nous avons besoin du soutien du Conseil de l'Europe.

C'est important, non seulement pour consolider les résultats de notre révolution politique, mais aussi pour réussir notre révolution économique lancée récemment, qui vise à encourager l'activité économique de nos citoyens, en leur créant de réelles opportunités, rendant l'Arménie encore plus attrayante pour les investissements, la compétitivité et le tourisme", a-t-il souligné.

«Chaque fois que nous parlons de démocratie, de droits de l'homme et de la liberté d'expression, nous disons d'abord que ce sont des valeurs européennes. Naturellement, je suis d'accord avec ça. Mais permettez-moi de dire que, dans notre perception, ils sont également des valeurs arméniennes.

Nous ne considérons pas la démocratie comme quelque chose que nous avons importé; c'est un système de valeurs qui rime avec la façon dont notre peuple pense. Elle correspond à l'état d'esprit, aux aspirations et aux souhaits de notre peuple.

L'adhésion de l'Arménie au Conseil de l'Europe depuis 18 ans et le travail que nous avons tous les deux mené à bien au cours de cette période, ont contribué

de manière significative à la consolidation des institutions démocratiques en Arménie.

De ce point de vue, l'engagement du Conseil de l'Europe avec l'Arménie a été productif. Comme je l'ai dit, il y a un élément personnel à cela.

Il y a une raison pour laquelle je viens d'appeler la tribune de cette assemblée : 'une tribune de paix'. Je pense que c'est l'endroit où l'obscénité doit être remplacée par le dialogue et les provocations par un engagement constructif.

Malheureusement, la tribune de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est parfois utilisée pour déclencher des guerres. Je dois noter que la discussion sur le Haut-Karabakh qui a eu lieu ici en janvier 2016 est devenue un prélude à la guerre de quatre jours. Cela a créé un terrain propice aux attaques des forces armées azerbaïdjanaises. Je ne peux pas affirmer avec certitude qu'elles le faisaient de manière consciente, mais les auteurs de ces discussions et de ces documents ont déclenché une guerre qui a forcé l'Arménie à intervenir dans le Haut-Karabakh. Plusieurs centaines de vies ont été perdues de part et d'autre. À ce jour, sur d'autres plateformes internationales, des tentatives sont faites pour entraîner de telles organisations dans des jeux et des conflits géopolitiques, en les transformant en 'parties de conflits'. Ce comportement est absolument contraire à la mission et à l'essence de ces organisations", a noté le Premier ministre.

«Le conflit du Haut-Karabakh demeure un défi de taille pour toute la région, le gouvernement arménien reste attaché au principe de la résolution pacifique du problème.

Je suis convaincu que le simple dialogue entre les dirigeants ne suffit pas pour régler le problème. Il est également très important de lancer un dialogue entre les sociétés afin de préparer nos sociétés respectives à la paix et non à la guerre», a-t-il précisé.

«L'Arménie est prête à établir des relations avec la Turquie sans conditions préalables. Malheureusement la Turquie conditionne ces relations avec le feu vert de l'Azerbaïdjan.

Les relations de l'Arménie avec les deux autres voisins - la Géorgie et l'Iran - sont excellentes. Nous avons un dialogue de haut niveau avec les deux pays et nous essayons de développer davantage la coopération.

En ce qui concerne l'Azerbaïdjan, nous souhaitons un développement de nos relations dans le cadre du programme de paix.

Je suis heureux que notre gouvernement ait réussi à mettre sur la table le programme de paix au cours de ses activités", a ajouté le Premier ministre.



Concernant l'Iran, Pachinian a déclaré que les partenaires européens comprenaient l'importance des relations entre l'Arménie et l'Iran.

«Nous sommes dans une situation complexe. Nos amis sont de différents côtés du conflit. Notre souhait est de voir tous les conflits résolus par le dialogue, car c'est le seul moyen de résoudre les problèmes du XXI^e siècle.

L'Arménie et ses partenaires européens sont parvenus à un consensus sur la question,» a-t-il ajouté.

Il a réitéré l'attachement de l'Arménie au règlement pacifique du conflit.

«L'Arménie ne cherche ni n'attend aucun changement dans le format de négociation sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh. Nos efforts visent à rétablir le dialogue entre l'Azerbaïdjan et l'Artsakh.

Promouvoir le programme de paix et veiller à ce que la formule de paix proposée soit mise en pratique figurent parmi les principaux objectifs. Je suis heureux d'avoir pu entamer un dialogue franc avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliev.

Bien que les approches des parties diffèrent encore quant aux mécanismes de règlement et aux nuances, le fait qu'elles aient réussi à créer un environnement constructif pour les discussions est déjà une bonne nouvelle.»

Il a souligné l'importance de la mise en œuvre intégrale du format du Groupe de Minsk de l'OSCE, qui prévoyait à l'origine la participation du Haut-Karabakh aux négociations.

"Nous ne savons pas comment nous allons résoudre le problème sans parler aux principaux intéressés.

Les dirigeants élus de l'Artsakh ont toujours été impliqués dans les pourparlers jusqu'en 2018. Robert Kotcharian était le président élu du Haut-Karabakh avant de venir en Arménie, et devenir le second président de l'Arménie. Le troisième, Serge Sarkissian, était également l'un des dirigeants du Haut-Karabakh.

Dans les années 1990, le président de l'Azerbaïdjan, Heydar Aliiev, avait rencontré à Moscou le président élu du Haut-Karabakh, Robert Kotcharian.

Nous devons veiller à ce que ce dialogue se poursuive», a souligné Pachinian.

(...)



Nigol Pachinian a rencontré le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, **Thorbjørn Jagland**, à Strasbourg.

Le Secrétaire Général s'est félicité des changements démocratiques en cours dans le pays. Il a noté que les élections législatives anticipées du 9 décembre témoignaient de l'attachement du peuple arménien à la démocratie et aux droits de l'homme, et que le Conseil de l'Europe continuerait de coopérer avec le gouvernement arménien pour atteindre les objectifs susmentionnés.

Remerciant Thorbjørn Jagland de son soutien aux processus démocratiques en Arménie, Nigol Pachinian a beaucoup apprécié sa contribution personnelle au fonctionnement efficace du Conseil de l'Europe (CoE) et à sa réputation renforcée. Le chef du gouvernement arménien a noté que le Conseil de l'Europe était un partenaire important pour l'Arménie sur la voie du développement de la démocratie, de la protection des droits de l'homme et de la promotion de la primauté du droit.

Les interlocuteurs ont discuté de la poursuite de la coopération CoE-Arménie. Le Premier ministre a souligné que la démocratie était une croyance intérieure et un système de valeurs, et non une orientation externe pour l'Arménie et la société arménienne. Il a assuré que le pays progressait constamment sur la voie du renforcement de la démocratie, de la protection des droits de l'homme et de la promotion de la primauté du droit.

Thorbjørn Jagland a, quant à lui, souligné la mise en œuvre de réformes visant à renforcer la démocratie en Arménie. Il a noté que les processus en cours dans le pays témoignaient du ferme attachement de l'Arménie aux valeurs européennes et que le Conseil de l'Europe était prêt à continuer d'assister l'Arménie dans ce processus.

Les parties ont profité de l'occasion pour échanger leurs points de vue sur le processus de règlement du conflit du Haut-Karabakh et les développements régionaux.

Après la réunion, ils ont fait des déclarations pour les représentants des médias et ont répondu aux questions des journalistes.

(...)

L'APCE a exprimé sa profonde préoccupation devant l'ampleur du **blanchiment d'argent dans les États membres du Conseil de l'Europe**, notamment les exemples récents connus sous le nom de «laverie automatique», de «laverie automatique azerbaïdjanaise» et de «laverie automatique à la troïka», et a préconisé l'amélioration des mécanismes nationaux de coopération internationale pour la combattre.



Dans sa résolution, suite au rapport de **Mart van de Ven** (Pays-Bas, ADLE), l'Assemblée a déclaré que ces "laveries automatiques" impliquaient des sommes importantes d'argent provenant d'hommes d'affaires fortunés, de criminels organisés et de hauts fonctionnaires. Ils ont exploité diverses faiblesses dans de nombreuses juridictions, notamment des sociétés écrans, souvent basées au Royaume-Uni ou dans ses territoires d'outre-mer, et des banques mal réglementées, notamment dans les pays baltes.

Les parlementaires ont déclaré que la laverie mondiale impliquait des juges moldaves corrompus, tandis que la laverie automatique à la troïka impliquait des personnes proches du cœur du pouvoir et que la laverie azerbaïdjanaise contribuait à des activités de corruption au sein de l'Assemblée parlementaire elle-même. Aucune n'a fait l'objet d'une enquête adéquate de la part des autorités nationales.

L'Assemblée adresse une série de recommandations aux Etats membres, à l'Union européenne et au Comité des Ministres, dans le but de renforcer la lutte internationale contre le blanchiment de capitaux, le crime organisé et la corruption.

«La question du pouvoir judiciaire est l'une des questions les plus urgentes et les plus importantes pour notre gouvernement.

Je peux vous assurer d'une chose, sans aucun sentiment : il est vital pour nous de disposer d'un système judiciaire totalement indépendant et sans condition dont les décisions et les jugements ont la confiance de la société arménienne et de la communauté internationale,» a indiqué le Premier ministre arménien.

Récemment, une délégation de l'Union européenne est venue en Arménie et nous avons discuté de notre position concernant la création d'un pouvoir judiciaire indépendant. Les délégués m'ont posé une question très directe: «Jusqu'où êtes-vous prêt à aller pour rendre le pouvoir judiciaire indépendant?», J'ai donné une réponse très directe. J'ai dit qu'en route vers un pouvoir judiciaire indépendant, nous sommes prêts à aller jusqu'au bout. Nous comprenons que sans un pouvoir judiciaire véritablement et indéniablement indépendant, nous ne pouvons garantir ni sauvegarder, de manière irréversible et ultime, le renforcement et la consolidation continus de notre démocratie et de nos institutions.

Malheureusement, je ne peux pas vous donner une assurance à 100% à ce sujet, mais je vous assure à 100% que notre gouvernement a éliminé la prétendue pratique du système judiciaire dirigé par le gouvernement. Cela peut paraître un peu étrange, mais je ne suis pas sûr à 100% que tous les autres leviers d'influence sur le système judiciaire aient disparu. Je ne suis pas totalement convaincu qu'il n'y a pas de corruption dans notre système judiciaire, car Il y a 10 jours, un juge a été arrêté en Arménie alors qu'il recevait un pot-de-vin. Il est clair que nous sommes pleinement attachés à l'agenda d'un tribunal indépendant," a-t-il précisé.